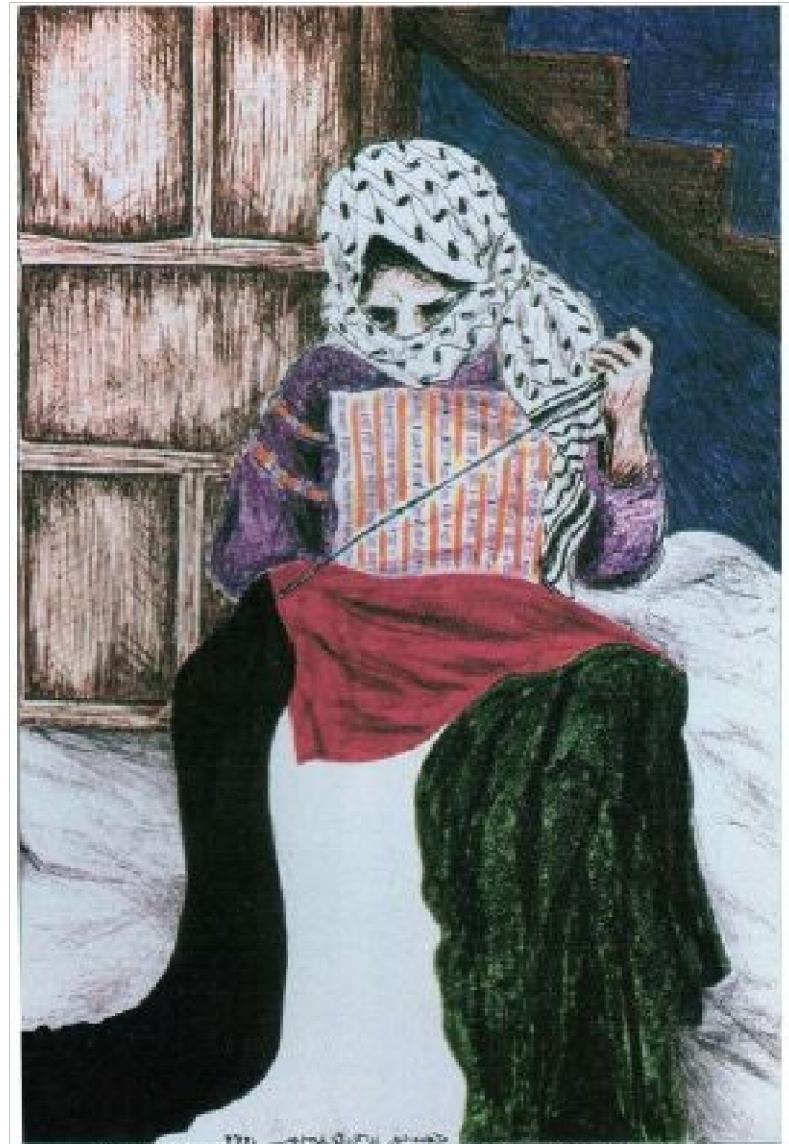


Pour l'amour de la Palestine

Récits de femmes, d'emprisonnement et de résistances



Drawing by Laura Whitehorn, former U.S. political prisoner, in the DC jail in 1989.

Introduction : cultiver la solidarité avec les prisonnières palestiniennes

Cette brochure a été réalisée suite à l'invitation d'une délégation en Palestine en mars 2016. La délégation a été convoquée par **Dr. Rabab Abdulhadi**, professeure à l'Université d'État de San Francisco, et a été la première des États-Unis à se concentrer spécifiquement sur l'emprisonnement politique et la solidarité entre les prisonnier.e.s palestinien.ne.s et américain.ne.s. L'idée de la délégation avait été lancée en 2013 lorsque les prisonniers de Pelican Bay en Californie ont entrepris une grève de la faim historique pour protester contre l'isolement à long terme en même temps que la grève de la faim de prisonniers palestiniens contre la politique illégale d'Israël de détention administrative. **Khader Adnan**, un ancien prisonnier politique palestinien qui avait mené une grève de la faim dans les prisons israéliennes pendant 66 jours, a envoyé un message de solidarité aux grévistes de la faim de Californie. Quelques années plus tard, nous avons pu poursuivre cet échange en rassemblant un groupe de militant.e.s et d'universitaires américain.e.s engagé.e.s dans le mouvement contre l'incarcération, dont quatre ancien.ne.s prisonnier.e.s. L'une des anciennes prisonnières était **Laura Whitehorn**, qui a purgé 14 ans pour ses actes contre le gouvernement américain. Inspirée par le premier soulèvement de l'intifada palestinienne qui a eu lieu alors qu'elle était en prison, Laura a dessiné en 1989 le tableau qui figure sur la couverture de cette brochure d'une femme cousant un drapeau palestinien. Les membres de la délégation qui travaillent avec des femmes et des prisonnier.e.s transgenres aux États-Unis étaient particulièrement intéressé.e.s par la rencontre de femmes palestiniennes, afin de comprendre comment elles avaient été touchées par l'emprisonnement.

Nous savons qu'Israël et les États-Unis avaient travaillé en étroite collaboration pour élaborer des stratégies coordonnées de répression et d'emprisonnement des populations palestiniennes et racisées qu'ils doivent contrôler. Nous voulions savoir comment les femmes palestiniennes avaient résisté malgré la répression destinée à écraser leur lutte et nous voulions pouvoir partager les leçons de leur résistance avec les personnes qui luttent pour démanteler le complexe industriel carcéral aux États-Unis, y compris celles qui se trouvent dans les prisons pour femmes.

Jusqu'à ce que nous arrivions en Palestine, nous n'avions pas réalisé ce que l'incarcération avait comme effet sur la vie des femmes, à commencer par leur implications en tant que mères, sœurs, filles, épouses et proches de prisonniers ainsi que de leur expérience directe de l'incarcération. 800 000 palestinien.e.s ont été emprisonné.e.s depuis 1967 et 40% de tous les hommes palestiniens vivant ont été en prison. Bien que les femmes ne composent que 1% des personnes emprisonnées, elles font constamment face à l'incarcération des membres de leur famille d'une génération à l'autre.

Peu après notre arrivée en Palestine, nous avons rencontré quatre femmes qui ont été en prison dans le passé. Elles ont expliqué qu'elles ont maintenant des enfants en prison qu'elles viennent voir.

Ma'Salaam – Amour révolutionnaire

Jalil Abdul Muntaqim

Pour en savoir plus sur le prisonnier politique Jalil Muntaqim, consultez le site www.freejalil.com ou son dernier livre *Escaping the Prism... Fade to Black*.

De David Gilbert, prisonnier politique anti-impérialiste détenu par les États-Unis

- 26 septembre 2016

L'emprisonnement à grande échelle – qu'il s'agisse de Palestiniens ou de Noirs aux États-Unis – n'est pas accidentel, mais plutôt une stratégie cruelle pour neutraliser des nations entières qui ont combattu vaillamment contre le colonialisme et l'oppression. Les dommages causés vont bien au-delà de la douleur des personnes détenues et maltraitées derrière les barreaux parce que les membres de la famille, les soutiens de famille et les mentors sont arrachés du tissu de la communauté

Plus important encore, les enfants sont gravement blessés lorsqu'ils ont un parent en prison. Les femmes, bien qu'elles ne représentent qu'un faible pourcentage des prisonnier.e.s, sont généralement les plus durement touchées par les dégâts causés, car elles doivent de plus en plus vivre, élever des enfants, soutenir les prisonniers et maintenir les communautés unies. Et désormais, le nombre de femmes en prison, où elles sont souvent victimes de mauvais traitements angoissants, augmente rapidement.

Ces récits de prisonnières palestiniennes sont cruciaux

Tout d'abord, ils sont une autre fenêtre sur la brutalité du projet colonial israélien visant à anéantir la Palestine. Deuxièmement, ces femmes fouissent des exemples inspirants de fermeté, de courage et de détermination fondés sur l'amour.

Pour plus d'informations sur le prisonnier politique David Gilbert, voir www.kersplebedeb.com/mystuff/profil/gilbert.html ou son dernier livre *Love and Struggle*.

Toutes ces pressions sur les femmes palestiniennes qui doivent maintenir une vie pendant que d'autres membres de la famille sont occupés à sortir des gens hors des décombres, à chercher de la nourriture, à se battre pour la terre. Cette pression exigeant qu'ils soient beaucoup de choses : plombière, enseignante, médecin, soignante, visiteuse, fournisseuse, centre de gravité et soutien de la famille, un réconfort pour les voisins endeuillés. Demain, elles seront confrontées à d'interminables points de contrôle sur le chemin de la visite des maris, des fils, des filles et des épouses dans les prisons israéliennes.

Malgré la prédominance apparente du côté sombre de la nature humaine, le ciel sera encore bleu et certains jours il pleuvra.

Alors que cette occupation israélienne se déroule dans votre vie et partout ailleurs dans le cœur et l'esprit des personnes qui vous soutiennent, votre détermination exemplaire, votre aplomb et votre fermeté dans cette lutte inspirent la détermination des personnes qui luttent avec vous contre l'oppression et la domination. Je vous soutiens de tout cœur.

Solidairement

Prisonnier politique

As Salaam Alaikum

Sœurs musulmanes et de lutte

Comme beaucoup d'entre vous le savent, la première martyre de l'Islam était une femme, porteuse de force et de sacrifice. C'est cet exemple de courage et de détermination que chacun de vous imite dans sa lutte contre l'apartheid de l'occupation sioniste.

Ici aux États-Unis, nous avons une longue histoire

de femmes engagées dans la lutte pour la libération et la liberté, y compris Harriet Tubman, notre défunte camarade du BPP/BLA Sœur Safi ya Bukhari, notre défunte camarade révolutionnaire anti-impérialiste Marilyn Buck et Assata Shakur, notre formidable révolutionnaire exilée du BPP/BLA.

Nous reconnaissons que les femmes ont toujours été une partie importante et engagée de notre lutte et nous les honorons.

C'est dans cet esprit que j'envoie ce message car il est extrêmement important pour la génération d'activistes d'aujourd'hui de le reconnaître.

En faisant ces liens, nous renforçons la détermination de chacun d'entre nous à aller de l'avant. Tant que les États-Unis continueront de soutenir l'apartheid sioniste et l'oppression du peuple palestinien, nous soutiendrons votre liberté alors que nous nous battons pour la nôtre.

Une des femmes a appris à son fils à ne pas trahir le mouvement s'il était arrêté. « La mère palestinienne aime beaucoup ses enfants, mais vous ne pouvez pas croire à quel point elle aime sa patrie », a déclaré l'une des femmes. Les femmes ont décrit la difficulté à visiter leurs enfants en prison : elles voyagent pendant 10 à 15 heures dans chaque sens, passent par plusieurs check-points, subissent plusieurs fouilles corporelles complètes humiliantes à la prison elle-même.

Si aucune circonstance arbitraire n'empêche la visite, elles peuvent finalement voir leur enfant pendant une demi-heure à travers une fenêtre en plexiglas. Récemment, la Croix-Rouge, qui est l'organisme responsable de la coordination des visites familiales des Palestiniens. Les prisonnier.e.s, ont réduit le nombre de visites qu'ils accompagnaient de 2 à 1 fois par mois. Les proches de prisonnier.e.s ont été outrés et ont mené grande campagne pour rétablir la deuxième visite.



Delegation members Rachel Herzog (Left) and Diana Block (Right) meet with former prisoner Maysoon Ahmed Abu Sheh (Center).

Une autre femme que nous avons rencontrée était **Rula Abu Duhou**, une ancienne prisonnière et membre actuelle du corps professoral de l'Institut des femmes de l'Université à **Birzeit**. **Rula** nous a raconté son expérience d'organisation à l'intérieur. Dans les années 1990, lorsque des échanges de prisonniers ont été organisés dans le cadre des accords d'Oslo, les femmes n'ont pas été libérées. Les prisonnières ont commencé à s'organiser à l'intérieur, tandis qu'à l'extérieur, leurs mères ont formé un comité pour défendre leur liberté. Suite à cela, le gouvernement israélien a annoncé que toutes les femmes qui étaient à la prison de HaSharon seraient libérées, à l'exception de cinq. Les femmes ont collectivement voté et décidé que soit elles étaient toutes libérées, soit aucune ne sortirait. La prison menaçait de relâcher de force si nécessaire, elles se sont donc enfermées dans les cellules, empêchant les matons israéliens d'entrer.



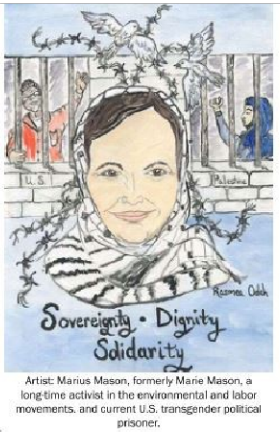
Suha Abu Khdeir, mother of a son who was killed by settlers, former prisoners and family members of prisoners speak with delegation leader Dr. Rabab Abduhadi in Jericho.

poussées aux actes terroristes dénués de politique ou d'humanité par une société patriarcale extrémiste.

En mettant en lumière quelques histoires de prisonnières, cette brochure offre une vision alternative. Leurs histoires illustrent la pratique du *sumud*, un concept enraciné dans la lutte anticoloniale palestinienne, qui peut se traduire par une résistance inébranlable et digne.

Les femmes présentées vont de **Khalida Jarrar**, une défenseuse des droits humains, avocate et membre du Conseil législatif palestinien, à **Dima Al-Wawi** qui, à 12 ans, est devenue la plus jeune fille palestinienne jamais emprisonnée.

Rasmea Odeh, une palestinienne américaine de 69 ans, a été torturée et violée dans une prison israélienne en 1969. Rasmea fut poursuivi par le gouvernement américain sur des accusations d'immigration forgées de toutes pièces, ce qui révèle le lien direct entre Israël et les États-Unis dans la criminalisation des militant.e.s pour la libération palestiniens.



Les femmes palestiniennes défient l'emprisonnement de multiples façons lorsqu'elles participent à des rassemblements et à des manifestations,

elles sont détenues lorsqu'elles franchissent d'innombrables points de contrôle pour visiter leurs proches en prison, quand elles soutiennent des

prisonnier.e.s qui ont sont en grève de la faim, quand elles exigent que les prisonnier.e.s aient accès à des soins médicaux. Cultiver la solidarité avec la Palestine implique un soutien aux milliers qui sont en prison et qui risquent d'y être incarcéré.e.s. Cela signifie apprendre des stratégies de résistance qui ont permis à des femmes et des hommes palestinien.e.s de continuer leur lutte malgré les obstacles. Nous espérons que *Pour l'amour de la*

Palestine contribuera à ces objectifs.



Delegation members meet with staff, faculty and students of Birzeit University at a conference organized by the Institute of Women's Studies.

Les prisonnier.e.s détenu.e.s aux États-Unis ont longtemps trouvé l'inspiration dans les luttes des prisonniers palestiniens, qui remontent à George Jackson. Les prisonniers politiques actuels, Herman Bell, Jalil Muntaqim et David Gilbert, ont écrit les messages dans les pages suivantes pour reconnaître l'importance particulière des prisonnières palestiniennes dans le mouvement.

Aux femmes palestiniennes, Herman Bell – 2016



Je soutiens de tout cœur votre lutte pour maintenir votre mode de vie traditionnel pendant que vous combattez pour vous débarrasser de l'occupation israélienne de vos terres. Traduit comme une résistance le concept palestinien de « Sumud », semble être le plus adapté à tout âge ou à tout moment où un peuple et un ennemi commun campent à leur porte. La plupart des femmes veillent sur la culture et les traditions de leur peuple. Elles doivent être aimées, chéries et respectées. Ce sont des mères.

Et pendant les périodes de guerre, de grandes épreuves et d'affliction, les enfants semblent grandir trop vite, ou succomber trop facilement à des forces qui gâchent lentement leur jeune vie. La perte de l'innocence dans un état d'innocence. La plupart des mères connaissent le cœur d'une autre mère. Et aucune mère ne veut voir son enfant en danger. Pourtant, alors que le vent violent de la guerre israélo-palestinienne fait rage, on dit que les femmes palestiniennes ordonnent presque instinctivement à leurs fils et filles de ne pas trahir le mouvement s'ils sont capturé.e.s ou arrêté.e.s

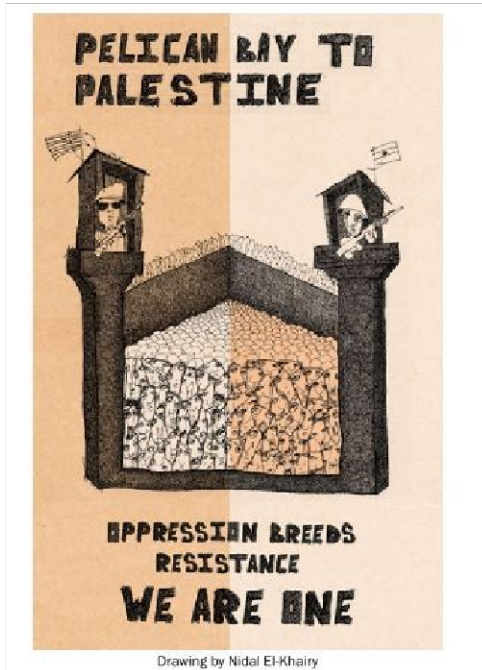
Alors comment les mères font-elles face dans ces circonstances pour : nourrir leurs enfants, fournir un semblant de normalité souvent dans un abri en patchwork après que les bombes cessent de tomber du ciel, les reconforter dans leur sommeil tranquille alors qu'ils rêvent d'étouffer la poussière projetée dans l'air par des explosions en plein essor qui effritent les bâtiments font trembler la terre ?

Peu importe le nombre d'articles que j'avais lus sur mon bureau à New York — et le nombre de manifestations auxquelles j'avais participé, il n'y a pas moyen que je puisse comprendre la cruauté totale de l'État sioniste- la mise en œuvre quotidienne grossière de stratégies et de tactiques génocidaires à tous les niveaux de la vie, les prisons militaires, l'arrogance des colons, l'apartheid qui caractérise chaque coin de chaque quartier. Ce sont les choses qui donnent lieu au flot constant de prisonniers politiques dans les prisons d'Israël, et qui provoquent une telle résistance continue.

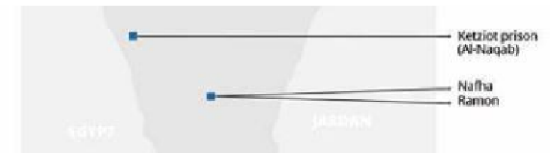
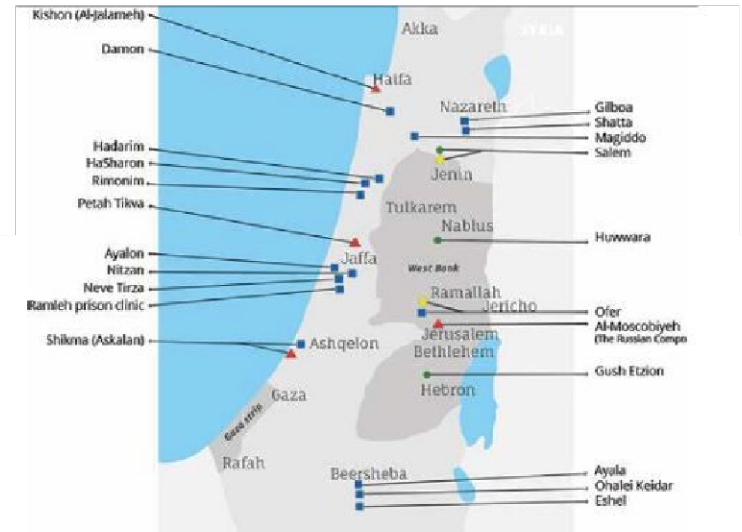
Cela m'a également fait réaliser une fois de plus qu'être prisonnier.e politique américain.e, activiste américain.e — signifie se battre constamment ici, dans le bastion de la propagande sioniste, pour une Palestine libre, une fin non seulement à l'occupation commencée en 1967, mais à l'occupation commencée en 1948. Chaque fois que nous revendiquons aussi la libération tous les prisonnier.e.s politiques aux États-Unis, nous disons aussi, libérer tous les prisonniers politiques palestiniens. Nous dirons, Free Palestine.

Des Etats Unis jusqu'en Palestine

Un message de solidarité à travers les murs des prisons !



PRISONS & DETENTION CENTERS IN PALESTINE



Source: Addameer Prisoner Support and Human Rights Association
www.addameer.org/prisons-and-detention-centers

Glossaire :

Détention administrative: Une procédure qui permet à l'armée israélienne de détenir des prisonnier.e.s pendant une durée indéfinie, sur la base d'informations secrètes sans les inculper ni leur permettre d'être jugé.e.s. Le commandant militaire israélien fonde sa décision sur des informations secrètes, auxquelles ni la.e détenu.e ni son avocat.e ne peuvent accéder. Ces procédures constituent une violation du paragraphe 9(2) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques qui reconnaît le droit d'une personne arrêtée « d'être informée, au moment de l'arrestation, des motifs de son arrestation et d'être promptement informée des accusations portées contre elle. » La fréquence du recours à la détention administrative n'a cessé d'augmenter depuis le déclenchement de la deuxième intifada en septembre 2000. À l'automne 2016, il y avait environ 700 palestinien.e.s en détention administrative. Les détenu.e.s administratif.ve.s ont fait à plusieurs reprises une grève de la faim pour exiger la fin de leur détention sans inculpation ni procès.

Punition collective : La stratégie militaire israélienne de mise en œuvre des mesures punitives contre un groupe de palestinien.ne.s, généralement une famille ou une communauté, en représailles aux actions d'un.e individu.e. Par exemple, si un.e prisonnier.e. fait une grève de la faim, les autorités pénitentiaires peuvent collectivement punir toutes les prisonnier.e.s en ne permettant pas les visites de leurs familles.



Visites familiales : Les visites familiales ont lieu pendant 30-45 minutes derrière des vitres en plexiglas. Les prisonnier.e.s palestinien.e.s ne sont autorisé.e.s à visiter que des parents au premier degré (enfants, conjoints, parents, frères, sœurs et grands-parents). Aucun contact physique n'est autorisé pour les visiteurs de plus de 8 ans.

La communication se fait par des lignes téléphoniques ou des trous dans le verre. Les membres de la famille de plus de 16 ans doivent recevoir un permis des autorités israéliennes pour pouvoir rendre visite à leurs proches en prison. Souvent, les hommes âgés de 16 à 35 ans n'ont pas de permis de visite, ce qui signifie que les visiteurs sont généralement âgés et les enfants.

En raison du système de permis, les palestinien.ne.s doivent se rendre dans des autobus spéciaux du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) pour

Palestiniens sont punis pour avoir contesté les occupants. Une famille à Sheikh Jarrah, à Jérusalem-Est, se bat pour leur maison, forcée de vivre dans une seule partie de celle-ci parce qu'Israël avait confié l'autre moitié et y avait installé des colons juifs.

Des bâches s'étendaient sur les étals et les rues de la vieille ville d'Hébron pour protéger les acheteurs et les commerçants palestiniens des déchets humains jetés sur eux par les colons occupant des appartements au-dessus.

Et nous avons vu la force de la solidarité et de l'amour alors que d'ancien.ne.s prisonnier.e.s politiques saluaient les anciens prisonniers politiques détenus par les États-Unis dans notre délégation. Nous l'avons vu comme chaque femme et chaque homme palestiniens que nous avons rencontrés ont insisté pour être vu.e.s non pas comme un individu mais comme faisant partie d'un collectif. La résistance n'est pas un acte individuel, mais plutôt un rassemblement de forces d'une lutte commune pour la libération et la liberté nationales

Nous avons rencontré de nombreuses femmes qui avaient été prisonnières politiques. Certaines avaient vu d'autres membres de leur famille, y compris des enfants, purger leur peine pour résistance. Hommes et femmes ont offert, comme un exemple étonnant de la collectivité qui confère force à une lutte, une histoire de la résistance des femmes prisonnières politiques qui ont refusé d'être libérées à moins que toutes les autres femmes prisonnières politiques ne soient aussi libérées, dont il est question dans l'introduction de cette brochure.

J'ai reconnu l'histoire telle qu'elle a été racontée, même si je ne l'avais jamais entendue auparavant. C'est l'emblème de ce que cela signifie de se tenir ensemble, et cela a ravivé le souvenir de mes années à l'intérieur, lorsque les prisonnier.e.s politiques américains, nos autres sœurs et frères incarcéré.e.s, se sont battu.e.s ensemble pour notre dignité et pour la liberté des autres prisonniers politiques. Au cours de ces années, nous nous sommes unis en prison partout au pays pour faire ce que nous pouvions pour empêcher l'État d'exécuter Mumia Abu-Jamal et pour empêcher le gouvernement afin de tuer le prisonnier politique Alan Berkman par négligence médicale alors qu'il avait le cancer.

L'histoire de l'unité des prisonnières politiques palestiniennes a également suscité un vif et douloureux souvenir. C'était un sentiment que j'avais essayé d'exprimer dans un dessin que j'ai fait, à la prison de D.C en 1989, quand le désir ardent de liberté qui a déclenché la première Intifada a enflammé en moi une émotion de solidarité, un désir de mettre fin à l'oppression afin que nous puissions toutes être libres et entier.e.s ensemble. J'ai vu une photo d'une femme palestinienne qui cousait patiemment et avec détermination un drapeau, et j'ai essayé de le reproduire avec des stylos colorés.

Tout au long de notre voyage en Palestine, j'ai été douloureusement conscient de la dangerosité, de la brutalité et de la dévastation des attaques actuelles des Israéliens contre le peuple palestinien.

Les anciens prisonniers et prisonniers politiques américains Claude Marks, Laura Whitehorn, Manuel LaFontaine et Hank Jones au bureau d'Addameer en Palestine.

Réflexions de la délégation sur la prison, du travail et des universités en Palestine par Laura Whitehorn

Un voyage en Palestine en 2016 avec une délégation dans des prisons, usines et universités m'a laissé une impression indélébile de la profondeur de la résistance palestinienne et du rôle que jouent les prisonnier.e.s politiques dans cette résistance. Partout où nous sommes allés, de la Cisjordanie aux terres de 48 (la terre palestinienne saisie et rebaptisée « Israël » par les sionistes en 1948), des images et des noms de prisonnier.e.s politiques actuel.le.s et ancien.ne.s ornaient des murs. En plus d'une dizaine de jours de visite, nous avons rencontré près de 100 personnes et constaté que presque toutes avaient été, à un moment donné, des prisonnier.e.s politiques. En tant qu'ancien prisonnier politique détenu par les États-Unis, j'ai été accueilli avec une chaleur particulière. Personne ne se demandait ce qui pourrait pousser quelqu'un qui a grandi aux États-Unis à mener des actions qui pourraient entraîner une longue peine de prison. Personne n'a remis en question le sens de « solidarité » dans le cadre de la résistance contre l'impérialisme et la suprématie blanche.

Les parallèles entre la colonie de colons blancs appelée Israël et la colonie de colons blancs appelée les États-Unis étaient clairs, et les étudiant.es, les parents, les travailleuses, les artistes et les défenseuses de la justice sociale que nous avons rencontrés partageaient tous ce point de vue avec nous.

Alors que nous nous entretenions l'une après l'autre avec une femme et un homme courageux qui avaient été enfermés pendant des années comme prisonnier.e.s politiques sous le régime sioniste, nous avons été témoins de ce qu'un homme a décrit comme le rôle des prisonniers politiques : « nous empêchons l'État sioniste de réussir à occuper l'esprit du peuple ainsi que sa terre. Les prisonniers politiques affrontent les forces d'occupation de front et, dans notre résistance, nous préservons la conscience politique d'un peuple. »

Nous avons vu les résultats partout : des mots arabes aux couleurs vives sur un plafond dans le centre communautaire d'Ibdaa dans le camp de réfugiés de Deheisheh — les noms de certains des plus de 500 villages détruits lorsque Israël a saisi et occupé les terres palestiniennes lors de

la Nakba (catastrophe) de 1948, établissant l'État sioniste d'Israël, un État réservé aux Juifs.

Le Jour de la Terre se réunit dans le Naqab, où un bulldozer Caterpillar jaune a attendu pour déraciner un autre village palestinien et le remplacer par une autre colonie israélienne illégale, et à la porte du tribunal militaire d'Ofra, où les jeunes

des voyages prolongés et de nombreux prisonnier.e.s ne reçoivent jamais de visites familiales. En juin 2007, Israël a entièrement suspendu le programme de visites familiales du CICR dans la bande de Gaza. En juillet 2016, le CICR a réduit les visites de deux fois par mois à une fois par mois.

G4S : G4S est la plus grande entreprise de sécurité dans le monde, présente dans plus de 125 pays.

En 2007, G4S Israël a signé un contrat avec l'autorité pénitentiaire israélienne pour fournir des systèmes et des services de sécurité à toutes les grandes prisons et centres de détention israéliens. La campagne internationale Stop G4S a coûté des millions de dollars à l'entreprise et a contraint la Fondation Bill & Melinda Gates à vendre leur actions de G4S. La pression internationale doit continuer pour que G4S mette fin à leur soutien aux crimes d'Israël.

Grève de la faim : Les grèves de la faim ont été utilisées comme une forme cruciale de résistance par les prisonnier.e.s palestinien.n.es depuis les années 1960, collectivement et individuellement, pour obtenir une variété de revendications concernant les conditions en prison et de libération. Récemment, de nombreux grévistes de la faim ont milité contre la pratique illégale de la détention administrative. En 2016, la grève de la faim de 71 jours de Bilal Kayed contre sa détention administrative illégale a été soutenue par des manifestations, des veillées et des sit-ins à travers la Palestine et des manifestations de solidarité dans le monde entier. En raison de la pression, le gouvernement israélien est finalement parvenu à un accord avec Bilal Kayed, qui sera ensuite libéré en décembre 2016.

Isolement : La pratique du service pénitentiaire d'Israël de placer des prisonnier.e.s dans une cellule vide ou avec un.e seul.e autre prisonnier.e pendant 23 heures par jour à titre préventif. Les prisonniers en isolement ont droit à une promenade par jour, la plupart du temps, les mains et les pieds enchaînés. Les détenu.e.s en isolement ne sont pas autorisés à parler avec leur famille ou leurs amis au téléphone et doivent faire face aux restrictions sur la réception de lettres ou de livres.

Cour militaire : Le système judiciaire militaire israélien poursuit toutes les Palestinien.e.s arrêté.e.s par l'armée israélienne et accusé.e.s de crimes par les ordres militaires, y compris de « violations de la sécurité ». Les accusé.e.s sont toutes palestinien.e.s – aucun colon israélien en Cisjordanie n'est jugé par un tribunal militaire. Les tribunaux militaires israéliens ne garantissent pas droit à un procès équitable ou au respect des normes juridiques internationales. Les

tribunaux militaires imposent des peines discriminatoires beaucoup plus longues que celles imposées par les tribunaux civils pour les mêmes condamnations. Pour les israéliens, l'âge minimum pour le procès en tant qu'adulte est de 18 ans, mais les enfants palestiniens les jeunes de 12 ans sont jugés par des tribunaux militaires.

Confinement : Les prisonnier.e.s palestinien.ne.s sont soumis au confinement dans une cellule vide avec seulement un matelas et une couverture jusqu'à 24 heures par jour, souvent pendant l'interrogatoire et pour des périodes indéterminées.

Sumud : Sumud est une expression utilisée pour évoquer une stratégie politique dans les années 1960 dans le cadre de la lutte anti-coloniale. Cela signifie la forte détermination à rester dans le pays et sur la terre malgré l'occupation et l'oppression. Sumud a également été utilisé comme une stratégie mentale pour résister à la torture et à l'emprisonnement.

Rasmea a été reconnue coupable de fraude à l'immigration et condamnée à une peine de dix-huit mois suivie d'une expulsion.

En février 2016, un comité d'appel composé de trois juges a conclu que le juge Drain avait interdit à tort la possibilité d'un témoin expert en torture, Mme Mary Fabri, de témoigner au procès et a renvoyé l'affaire à Drain pour qu'elle détermine l'admissibilité du témoignage d'expert. En réponse, Drain a statué que Rasmea devrait subir jusqu'à 18 heures d'examen de son état mental par un expert du gouvernement, même si on sait que Rasmea est une survivante de la torture physique, sexuelle et psychologique vicieuse aux mains de l'armée israélienne. Le travail international pour exiger la justice pour Rasmea continuera jusqu'à ce qu'elle soit libre!

« Bien sûr, résister à l'emprisonnement est aujourd'hui la tâche de tous les mouvements révolutionnaires... Nous nous joignons à l'appel pour libérer Mumia Abu Jamal,

MOVE 9 et tous les prisonniers révolutionnaires. C'est un lien entre les luttes des prisonniers révolutionnaires des États-Unis à l'Irlande à la France au Pays basque aux Philippines et ailleurs : aujourd'hui Bilal Kayed représente toutes ces luttes. Il doit être libéré. »



Leila Khaled mural painted on the Apartheid Wall in Bethlehem.

Message de Leila Khaled au mouvement de solidarité internationale soutenant le prisonnier palestinien Bilal Kayed le 56e jour de sa grève de la faim contre la détention administrative, le 9 août 2016.



Rasma Odeh

Rasma Odeh, une Palestinienne américaine de 69 ans, a été torturée et violée dans une prison israélienne pendant 45 jours en 1969, la forçant à avouer un attentat à la bombe qu'elle nie avoir commis. Elle a passé dix ans dans une prison israélienne avant d'être libérée dans le cadre d'un échange de prisonniers en 1979. Après sa libération, elle a témoigné de sa torture lors d'une audience d'un comité spécial de l'ONU à Genève, en Suisse.

Rasma est devenue citoyenne américaine en 2004 et a été membre éminente des communautés palestiniennes, arabes et musulmanes de Chicago. Elle est organisatrice du Arab American Action Network (AAAN) depuis 2004, où elle coordonne le Comité des femmes arabes et dirige le travail de l'organisation dans les domaines de la défense des libertés civiles et des droits des immigrants. En 2013, Rasma a été arrêtée **pour fraude à l'immigration**.

La persécution continue par le gouvernement américain sur des fausses accusations ce qui révèle le lien directe entre Israël et les États-Unis dans la criminalisation et la poursuite des militant.e.s de pour la libération palestiniennes.

Le gouvernement des États-Unis a affirmé que Rasma n'avait pas indiqué dans sa demande de citoyenneté qu'elle avait été reconnue coupable d'un crime en Israël. Rasma, qui souffre de stress post-traumatique à la suite de sa torture et de son viol, explique qu'elle n'avait pas compris la question du formulaire d'immigration et pensait qu'il ne fait référence qu'aux condamnations aux États-Unis. Dans un procès en 2015, où le juge Drain a refusé de permettre aux avocats de la défense de présenter des preuves que Rasma, qui souffre de trouble de stress post-traumatique (TSPT),



« Ce jour-là nous affirmons que nous, prisonnières palestiniennes nous faisons partie du mouvement en lutte des femmes palestiniennes, et que la lutte nationale et sociale se poursuit sans cesse jusqu'à ce que nous gagnions notre auto-détermination et notre liberté en tant que femmes de toutes les formes d'injustice, d'oppression, de violence et de discrimination à l'égard des femmes... Nous nous inscrivons dans une lutte mondiale contre l'injustice, l'exploitation et l'exploitation des femmes » Khalida Jarrar et Lina Jarbouni

Déclaration à lors de la journée internationale des femmes depuis l'intérieur de la prison HaSharon le 8 mars 2016

Récits de femmes dans les prisons en Palestine

Il y a environ 70 femmes et filles palestiniennes emprisonnées par Israël à l'automne 2016. Les histoires présentées dans cette brochure retracent le récit de celles qui sont actuellement en prison ou qui sont sorties récemment. Elles soulignent les conditions que les femmes et leurs familles doivent endurer, leur lutte pour la liberté et pour la libération de la Palestine en faisant face à la répression de l'État israélien.



Résiste, mon peuple, résiste à eux :

« La vérité dans ton cœur est plus forte,
Tant que vous résistez dans un pays
Elle a fait face à des attaques et a triomphé. »

Dareen Tatour

Dareen Tatour, une poétesse palestinienne, a été arrêté le 11 octobre 2015 à son domicile familial à Nazareth pour ses publications sur les médias sociaux. Les 3 et 4 octobre 2015, Tatour a posté une vidéo sur YouTube et Facebook de son poème « Resist, My People, Resist Them » avec comme montage des images de Palestiniens résistant aux forces de sécurité israéliennes.

Elle est devenue le centre d'une campagne de solidarité internationale pour sa liberté qui comprenait des jeûnes par des étudiant.e.s universitaires aux États-Unis et en Europe.

À l'occasion de la Journée internationale des femmes, le 8 mars 2012, sa mère, Badiya Shalabi, a lancé un appel à la communauté internationale pour sauver sa fille. « J'exige que le monde soit à ses côtés maintenant. Ma fille est en train de mourir en prison. Nous aussi, nous sommes en train de mourir ici. C'est mon appel au monde. » (« La mère de Shalabi : Ma fille est en train de mourir en prison. » Agence de presse Ma'an, 8 mars 2012.)

Hana a mis fin à sa grève de la faim après un accord douteux dans lequel les autorités israéliennes n'ont autorisé sa libération que si elle était déportée dans la bande de Gaza, loin de sa maison familiale en Cisjordanie, une violation du droit international qui interdit l'expulsion forcée ou le transfert involontaire de personnes dans un territoire occupé. L'accord stipulait que Hana devait être rapatriée en Cisjordanie sous trois ans, mais cela ne s'est pas produit. Hana a décrit son point de vue : « La résistance insiste pour vivre et prospérer, malgré la douleur. » (Baroud, Ramzy. « Hungry Warrior: The Untold Story of Hana Shalabi ». Counterpunch, 17 décembre 2015.)

Cultiver l'espoir (extrait)

Notre printemps en Palestine est né dans une cellule de prison.

Notre printemps en Palestine est né enchaîné à un lit d'hôpital

Notre printemps en Palestine est né avec un ordre de détention administrative contre lui

Mais elle fleurit même dans la faim !

Je prie pour la force

Je prie pour la justice

Je prie pour la liberté

Hana, je prie pour ton cœur, nous tenant tous ce soir, qu'il tienne un jour de plus, un lever de soleil plus long, un jour de plus, un lever de soleil plus long

Un poème pour Hana Shalabi le 40e jour de sa grève de la faim par Rafeef Ziadah, artiste canadienne et palestinienne



Badia Shalabi, mère de la prisonnière palestinienne Hana Shalabi, tient un portrait de fille dans une manifestation à Burqin, en Cisjordanie, le 28 février 2012. (Photo : AFP - Saif Dahlah)

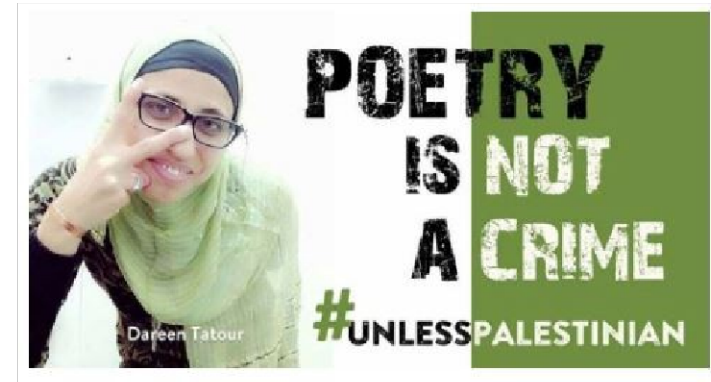
Hana Shalabi

En 2012, Hana a entrepris une grève de la faim de 47 jours pour demander sa liberté après avoir été détenue à plusieurs reprises en détention administrative.

Shalabi avait de nouveau été arrêtée quelques mois seulement après sa libération dans un échange de prisonniers. Shalabi a fait une grève de la faim comme le seul moyen de protester contre une autre peine de captivité sans inculpation, procès ou condamnation.

La famille de Shalabi est originaire de Haïfa mais a été expulsée par l'occupation israélienne à Burquin en Cisjordanie. Quand elle avait 8 ans, un garçon de son village a été abattu juste devant elle par l'armée israélienne. Après cela, Shalabi a commencé à collecter des pierres pour les garçons du village afin d'affronter les soldats israéliens qui attaqueraient Burquin quotidiennement. En 2009, Hana a été arrêtée et accusée d'avoir complété une attaque contre Israël. Elle a été interrogée et soumise à la torture physique et psychologique. Lorsque l'armée israélienne n'a obtenu aucune information d'elle, elle a été placée en détention administrative, qui a été renouvelée à plusieurs reprises sans qu'aucune accusation officielle ne soit jamais portée. Par conséquent, lorsqu'elle a de nouveau été arrêtée en 2012 sans aucune accusation, dépouillée de force par un soldat israélien, puis placée à l'isolement, elle a décidé de faire une grève de la faim.

Des dizaines d'autres prisonnier.e.s palestinien.nes ont entamé une grève de la faim en solidarité avec Shalabi alors qu'elle approchait de la mort, perdant plus de 15kg.



Elle a été inculpée pour incitation à la violence et risque huit ans de prison. Dareen a été placée en détention à domicile en attendant son procès. Elle n'est pas autorisée à sortir ou à utiliser internet. Écrivain.e.s du monde entier, y compris PEN International, ont appelé Israël à abandonner l'affaire contre Dareen.



NYC protesters outside of the offices of Facebook, Sept. 30, 2016 demanding that Facebook cancel its agreements with the Israeli governments to censor users' accounts.

En 2015, des centaines de palestinien.ne.s ont été arrêté.e.s par Israël et accusé.e.s d'« incitation » pour des publications sur les réseaux sociaux, principalement sur Facebook. Les preuves présentées contre les personnes arrêtées comprennent le nombre de « j'aime » et de « partages » qu'une publication reçoit.

A POET BEHIND BARS (EXCERPT)

By Dareen Tatour & Translated by Tariq al Haydar

*The charge has worn my body,
from my toes to the top of my head,
for I am a poet in prison,
a poet in the land of art.
I am accused of words,
my pen the instrument.
Ink— blood of the heart— bears witness
and reads the charges.
Listen, my destiny, my life,
to what the judge said:
A poem stands accused,
my poem morphs into a crime.
In the land of freedom,
the artist's fate is prison.*

Written on November 2, 2015, the day Dareen Tatour received the indictment, at Jelemeh Prison.

Khalida Jarrar



Khalida Jarrar est membre du Conseil législatif palestinien depuis 2006. Elle est l'ancienne directrice générale de Addameer Prisoner Support & Human Rights Association, une féministe, une militante des droits de l'homme et une avocate. Jarrar a amené le gouvernement israélien devant la Cour pénale internationale et représente la Palestine au Conseil de l'Europe. Elle a régulièrement été percutée par l'État israélien pour ses activités politiques.

n'était pas si courant d'arrêter des femmes pour avoir lancé des pierres, mais nous croyons que cette affaire fait partie des attaques croissantes contre les activités de résistance pacifique. »

(Kates, Charlotte. « Jeune danseuse emprisonnée par Israël pour avoir participé à une manifestation », The Electronic Intifada, 13 février 2015)

Samira Shaladeh, la mère de Lina, a expliqué,

« Lina représente un peuple entier arraché à sa terre par la force des armes. Chaque jour, l'occupation frappe, tue, démolit et effectue des arrestations, profane des lieux saints, enlève des terres aux agriculteurs et construit des colonies. La vérité est que le peuple palestinien veut retrouver sa patrie et obtenir la liberté pour son peuple, et Lina fait partie de cette vérité, rejetant fermement toute cette violence contre notre peuple. »

Khattab a été condamnée à six mois de prison, trois ans de probation et une amende de 6000 NIS (1500 USD). Lina a décrit l'accueil que lui ont réservé les femmes de la prison HaSharon dans l'aile 2. « Elles m'ont réservé un accueil chaleureux, ainsi que des vêtements au lieu de ceux que je portais déchirés. Elles ont préparé de la nourriture et m'ont donné de la confiance et la force dont j'avais besoin. » Elle a décrit la routine de ses jours en prison, « Nous passons la plupart du temps à nous parler, à apprendre la broderie de perles de soie ou à lire certains des livres limités [disponibles] ». À la fin de chaque mois, il y avait un jour où les prisonnières jouaient l'une pour l'autre et Lina dansait la danse traditionnelle du dabke qui inspirait d'autres femmes à l'apprendre aussi.

Lina a été libérée le 11 juin 2015, accueillie par sa famille et des centaines d'autres personnes. À sa libération, elle a changé de cursus à l'Université de Birzeit et fait des études de droit dorénavant. Ayant vécu directement les conditions difficiles et les abus subis par les prisonnier.e.s politiques palestinien.ne.s en violation du droit international, elle a voulu se consacrer à leur défense. Dans un entretien avec Al-Monitor, elle a déclaré : « L'accomplissement le plus important de ma vie sera d'avoir l'opportunité de crier au monde la voix d'un enfant palestinien qui souffre sous l'occupation. » (Melhem, Ahmad. « The Palestinian dancer who was locked away », Al Monitor, 19 juillet 2015.)

conditions de vie et des méthodes d'interrogatoire difficile . Lina a dit à sa mère qu'elle avait été victime de « passages à tabac extrêmes » par des soldats israéliens, mais qu'elle n'a rien avoué .

Dans la prison d'Ofer, Khattab a été forcée a se tenir contre un mur sous la pluie et le froid. Lorsqu'elle a été transférée à la prison de HaSharon, elle a été soumise à d'autres tortures. Du 13 décembre au 16 février, Khattab est passé 10 fois devant la cour militaire israélienne, parfois à huis clos. Son cas était généralement entendu en fin d'après-midi, mais les jours où elle devait comparaître devant le tribunal militaire, les soldats la réveillaient au milieu de la nuit pour la priver de sommeil. Au milieu d'un hiver glacial, ils (les soldats) ont allumé la ventilation dans les véhicules qui l'ont transportée, et l'ont placée dans une chambre froide avec la climatisation à son arrivée.

Lina a été accusée de « lancer des pierres » et de « participation à une manifestation illégale », des accusations arbitraires fréquemment utilisées contre des palestinien.ne.s. Les étudiant.e.s palestinien.ne.s peuvent faire face à plus d'un an de prison simplement parce qu'ils et elles sont membres d'organisations étudiantes.



Photo : Des étudiant.e.s de l'Université de Birzeit ont défilé sur le campus pour demander la libération de Lina Khattab et d'autres étudiants palestiniens emprisonnés en décembre. (Photo : Pôle étudiant démocrate progressiste à Birzeit)

Lina a été accusée de « lancer des pierres » et de « participation à une manifestation illégale », des accusations arbitraires fréquemment utilisées contre des palestinien.ne.s. Les étudiant.e.s palestinien.ne.s peuvent faire face à plus d'un an de prison simplement parce qu'ils et elles sont membres d'organisations étudiantes. Selon Sahar Francis, directrice d'Addameer, « Au cours des deux dernières années, il

Jarrar a été arrêtée pour la première fois simplement pour avoir été présente à une journée de manifestation à l'Université de Birzeit en 1989. Un mois plus tard, Jarrar s'est mise à défendre les droits des prisonnier.e.s.

En août 2014, Jarrar a reçu une ordonnance d'expulsion de l'armée israélienne la déplaçant de son domicile parce qu'elle était considérée comme une « menace à la sécurité ». Elle a rejeté l'ordre en déclarant que « c'est l'occupation qui doit quitter notre patrie ».

De tels ordres violent la IVe Convention de Genève, qui interdit le transfert forcé de personnes sous occupation d'une zone de territoire occupé à une autre. Jarrar a entrepris un mandat d'un mois à l'extérieur du bureau du Conseil législatif palestinien où des milliers de délégations palestiniennes et internationales lui ont rendu visite et l'ont aidée à vaincre l'ordre d'expulsion.

Au cours de son procès, elle a déclaré : « *Je représente un peuple et mon peuple est sous occupation et c'est mon droit de protester.* » *Le juge militaire a ordonné qu'elle soit placée à l'isolement pour avoir dit cela.*

Quelques mois après cette victoire, Jarrar a été arrêtée lors d'un violent raid à l'aube par les forces d'occupation israéliennes qui ont envahi sa maison. Jarrar a été placée en détention administrative pendant plusieurs mois avant d'être condamnée par les tribunaux militaires pour douze chefs d'accusation, tous liés à son travail politique public. Elle a été accusée de participer à des événements qui ont soutenu les prisonnier.e.s palestinien.ne.s, de rendre visite aux prisonniers libéré.e.s et de représenter le Front populaire de Libération de la Palestine au Conseil législatif palestinien. La plupart des grands partis politiques palestiniens sont considérés comme hostiles et interdits par l'occupation militaire israélienne.

Au cours de son procès, elle a déclaré : « Je représente un peuple et mon peuple est sous occupation et c'est mon droit de protester. » Le service pénitentiaire israélien a menacé de la placer en isolement après avoir parlé à la presse dans la salle d'audience, mais les autres prisonniers ont tellement protesté qu'elle n'a jamais été placée à l'isolement. (Erakat, Noura. « Interview with Khalida Jarrar, Prominent Palestinian Activist and Parliamentary Member, After her Release from Prison », Jadaliyya, 8 août 2016.)

Pendant son séjour en prison, Jarrar a aidé à organiser une école pour les jeunes femmes, dont Dima al-Wawi, âgée de 12 ans, pendant plusieurs mois, considérée comme la plus jeune fille palestinienne jamais détenue dans une prison israélienne (voir l'histoire de Dima). Jarrar a été libérée le 3 juin 2016, un mois plus tôt, en raison de la surpopulation dans la prison pour femmes de HaSharon.

Dans une entrevue avec Al-Jazeera après sa libération, Jarrar a expliqué : « *J'ai l'impression d'avoir été arrêtée parce qu'ils voulaient envoyer un message, peut-être à d'autres femmes, peut-être à d'autres législateurs, pour nous garder le silence.* » Elle a dit clairement qu'elle n'avait pas l'intention de renoncer à ses engagements politiques, qui comprennent le travail avec diverses organisations de femmes. « Si Israël veut m'arrêter pour ce travail, ils peuvent venir et m'arrêter. »

Ordre militaire 101

« Ordonnance concernant l'interdiction de l'incitation et de la propagande hostile »

L'ordre militaire 101 a été publié en août 1967, deux mois seulement après le début de l'occupation du territoire palestinien par Israël. Cet ordre criminalise les activités civiques, y compris : l'organisation et la participation à des manifestations; la participation à des assemblées ou des veillées; agiter des drapeaux et d'autres symboles politiques; imprimer et distribuer du matériel politique. Sous la rubrique « soutien à une organisation hostile », le décret interdit en outre toute activité qui démontre de la sympathie pour une organisation jugée illégale en vertu d'ordres militaires, qu'il s'agisse de scander des slogans ou d'agiter un drapeau ou d'autres symboles politiques.

L'ordonnance militaire 101, toujours en vigueur en Cisjordanie occupée et qui sert souvent de base à l'arrestation de défenseurs des droits et des militant.e.s politiques, a été modifiée par l'ordonnance 718 (22 juillet 1977), l'ordonnance 938 (5 octobre 1981), l'ordonnance 1079 (14 octobre 1983) et l'ordonnance 1423. (26 janvier 1995).

Source: www.addameer.org/israeli_military_judicial_system/military_orders

Natalie Shokha



« Mes salutations à tous les généreux habitant.e.s de mon village bien-aimé, Rammun. Mes salutations aux Conseil du village et à tous ceux qui soutiennent son développement.

Maman, je suis maintenant en prison, membre du comité culturel. J'ai également rejoint l'équipe du magazine. En ce qui concerne les romans, je suis en quatrième position en termes de lecture. Dieu soit loué.

Maman, papa, tout le monde ici est fier votre éducation. Garde la tête haute. Je vis dans la pièce avec six autres filles. Nous sommes les douze fleurs (prisonnières de sécurité qui sont des filles mineures). Nous vivons ensemble dans les mauvais et les bons moments. Maman, s'il te plaît dis bonjour à tous et dis-leur qu'ils me manquent tellement et que je suis désolé si j'ai oublié quelqu'un. Que Dieu nous rassemble, unis, bientôt. Dieu, apporte-nous la liberté maintenant !

Ils n'emprisonneront pas le parfum du jasmin dans une fleur! »

Cette lettre a été écrite par Natalie Shokha, 15 ans, dans la prison de HaSharon. Shokha, accusée d'avoir cherché à poignarder des soldats d'occupation israéliens, s'est fait tirer dans le dos et la poitrine avant d'être arrêtée en avril 2016.

Lina Khattab

Lina Khattab était étudiante en première année à l'Université de Birzeit et danseuse dans la célèbre troupe de danse populaire palestinienne El-Funoun lorsqu'elle a été arrêtée par les troupes israéliennes en décembre 2014. Elle, avait participé avec d'autres étudiant.e.s, avait participé à une manifestation au nom des prisonnier.e.s politiques palestinien.ne. s, dans la célébration du 47ème anniversaire de la fondation du Front Populaire pour la Libération de la Palestine.

Khattab s'est vu refuser la liberté sous caution, même si elle n'avait jamais été arrêtée auparavant, et a été détenue dans la prison israélienne d'Ofér. Sa mère a raconté que lorsqu'elle a rendu visite à Lina, elle avait perdu beaucoup de poids et endurait des

Ihsan Dababseh



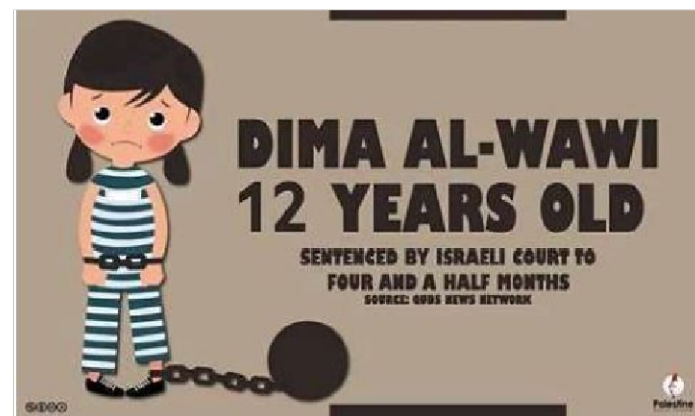
Ihsan Dababseh a été libérée de la prison de HaSharon le 10 juillet 2016. Elle était en prison depuis octobre 2014 pour des accusations d'appartenance au mouvement du Jihad islamique qui est interdit par le gouvernement israélien.

Ihsan avait déjà effectué une peine de 2007 à 2009 en prison. Au cours de cette arrestation, les soldats israéliens ont bandé les yeux de Ihsan et ont fait une vidéo d'eux-mêmes dansant autour d'elle alors qu'elle se tenait contre le mur. Lorsque la vidéo a été retransmise par Al-Jazeera en 2010, à son horreur, Ihsan s'est reconnue comme la femme aux yeux bandés. Le lendemain, elle et sa famille ont contacté le Club des prisonniers palestiniens pour porter plainte contre l'armée israélienne.

Lors de sa libération en juillet 2016, Ihsan a décrit certaines des violations constantes auxquelles sont confrontées les femmes détenues. Elle a décrit le transport dans le « Bosta », un véhicule en métal dans lequel les prisonnier.e.s sont enchaîné.e.s lors de longs et pénibles voyages avec peu de ventilation et des variations de température extrêmes. Elle a également déclaré que sa peine avait été prolongée de deux mois et qu'elle avait été condamnée à 2000 NIS (environ 500 \$) après avoir été accusée d'avoir agressé un directeur de prison.

Ihsan a également noté qu'elle et cinq autres femmes palestiniennes se sont vu refuser des visites familiales pendant un mois après avoir hissé le drapeau palestinien à l'anniversaire de la Nakba (la catastrophe), qu'Israël célèbre comme son jour de l'indépendance. Le refus des visites familiales est une forme de punition collective qui empêche les mères, les pères, les conjoints et les enfants de voir leurs proches et aux membres de leur famille.

Dima Al-Wawi



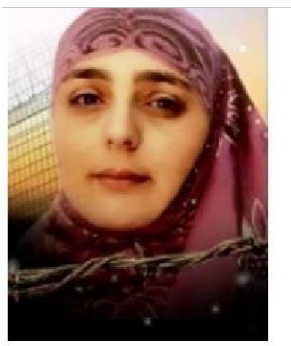
Dima Al-Wawi, 12 ans, a été condamnée par un tribunal militaire israélien le 18 février 2016 à 4,5 mois de prison et à une amende de 8000 NIS après s'être approchée avec un couteau de la colonie israélienne de Karmeï Tzur dans le sud de la Cisjordanie occupée. Trois jours avant d'être arrêtée, Dima avait assisté aux funérailles d'Haitham al-Baw, 14 ans, un autre jeune de son village de Halhul, qui avait été abattu dans un champ au bord d'une route par les forces israéliennes. À douze ans, Dima était la plus jeune fille palestinienne condamnée à de la prison.

Après son arrestation, Dima a été interrogée sans la présence de ses parents ou d'un avocat. Elle a dit qu'elle avait été engueulée pendant son interrogatoire et qu'elle avait assisté à six séances du tribunal les pieds dans les menottes, ce qui l'a fait boiter. La mère de Dima a dû demander des permis pour entrer en Israël pour rendre visite à sa fille en prison, puis ne pouvait communiquer avec elle que par une barrière en plastique, en utilisant des téléphones. Les parents de Dima ont organisé une campagne publique pour mettre fin à la détention de leurs filles, qui violait le droit israélien et international concernant la détention des enfants.

En prison, Dima a suivi des cours d'arabe, de broderie palestinienne et d'autres sujets dirigés par Lina Jarbouni, Khalida Jarrar et d'autres qui étaient dans la même prison avec elle. « Je suis très reconnaissante envers les autres femmes palestiniennes qui étaient dans la prison avec Dima pour avoir pris soin d'elle », dit la mère de Dima. En réponse à la pression de la campagne populaire, Dima a été libérée six semaines plus tôt pour la joie de sa famille, de son village et de tout le mouvement palestinien. Après sa libération, Dima a parlé des autres filles qui étaient avec elle en prison : « Je souhaite que toutes les ami.e.s que j'ai faite puissent être libérées, que tous les enfants puissent sortir de prison avec moi. » (Khalel, Sheren).

Bien que la loi israélienne n'autorise pas les peines de prison pour les enfants de moins de 14 ans, la loi militaire israélienne, qui s'applique aux Palestiniens vivant sous occupation militaire en Cisjordanie, permet aux enfants d'être accusés d'infractions violentes « motivées par le nationalisme ». Selon Defense for Children International – Palestine (DCIP), aucun autre pays au monde ne poursuit systématiquement des centaines d'enfants devant les tribunaux militaires chaque année. Le nombre de mineurs palestiniens emprisonnés pour des infractions liées à la sécurité est passé de 170 en septembre 2015 à 438 en février 2016.

Lina Jarbouni



Lina Jarbouni est en prison depuis 2002, plus longtemps que toutes les autres femmes palestiniennes actuellement emprisonnées. Jarbouni est originaire d'Akka, a la citoyenneté israélienne et avait un emploi dans des ateliers de couture avant son arrestation. Lina vient d'une famille connue pour sa participation à la résistance palestinienne : son grand-père Haj Ali était l'un des résistants pendant la révolution de 1936, ainsi que pendant la Nakba de 1948. Son père a été emprisonné à plusieurs reprises par Israël pour ses prises de position politiques, et son oncle Omar a été tué au Liban lors de l'invasion du Liban par les soldats d'occupation israéliens en 1982.

Jarbouni a été arrêtée en 2002 à l'âge de 26 ans et interrogée, torturée et maltraitée pendant trente jours. Elle a été condamnée à 17 ans d'emprisonnement pour « avoir aidé l'ennemi », pour avoir participé activement à la résistance palestinienne. En 2012, Lina s'est jointe à des milliers d'autres prisonniers dans une grève de la faim de masse pour exiger la fin de la détention administrative, la fin de l'isolement et le droit aux visites familiales pour les prisonniers de la bande de Gaza. Les autorités pénitentiaires israéliennes ont d'abord tenté de briser sa grève en la harcelant, puis en la plaçant à l'isolement.

Lina souffre d'un certain nombre de conditions médicales et a été victime de négligence médicale et de mauvais traitements.

On lui a refusé une intervention chirurgicale essentielle jusqu'à ce que d'autres prisonnières fassent une grève de la faim en son nom. Elle a présenté une demande de libération pour raisons familiales

en raison de sa situation médicale, mais cette demande a toujours été refusée. En 2011, lorsque d'autres prisonnières politiques palestiniennes ont été libérées dans l'échange de prisonniers de Gilad Shalit, l'État israélien a refusé de la libérer, affirmant qu'en tant que citoyenne israélienne, elle n'était pas éligible. Elle est porte-parole d'autres prisonnières à la prison de HaSharon et a joué un rôle essentiel dans la défense des droits éducatifs des filles palestiniennes emprisonnées.

Mona Qa'Adan

Mona Qa'adan a été emprisonnée à plusieurs reprises au cours de ces 17 dernières années. Qa'adan a été arrêtée pour la première fois en décembre 1999 et soumise à la torture pendant 28 jours. Plusieurs techniques ont été utilisées contre elle, y compris le « shabbih » qui consiste à attacher les bras et les jambes du détenu à une chaise et à bloquer complètement la vision de la personne avec un masque. Une musique très forte est jouée, provoquant une désorientation sensorielle. La plupart des interrogatoires ont eu lieu pendant la nuit, et sa cellule d'isolement sans fenêtre était brillamment éclairée autour de l'horloge, interrompant ses habitudes de sommeil naturelles. Elle était souvent privée de douches et on lui interdisait de changer de vêtements. Qa'adan a été battue physiquement une fois. Pour protester contre ces conditions, Mona a entamé une grève de la faim pendant 30 jours jusqu'à sa libération.

En mai 2011, Qa'adan a été arrêtée et placée à l'isolement. Elle a gagné à sa demande d'être placée dans une cellule commune après 16 jours de grève de la faim. Deux mois plus tard, elle apprend la mort de sa mère en prison. Qa'adan a été libéré dans le cadre de l'accord d'échange de prisonniers en décembre 2011, puis a été de nouveau arrêtée en novembre 2012 sur les mêmes accusations. Qa'adan s'est vu refuser des visites familiales de 2 à 5 ans et son procès a été reporté à plus de 20 reprises.

En mars 2016, immédiatement après sa libération, Qa'adan a voulu mettre en lumière le fait que les filles palestiniennes emprisonnées se voient souvent refuser la présence à leurs parents pendant l'interrogatoire.

« Elle m'a accueilli, secouée et affolée, sans même me demander mon nom. Elle a pris soin de moi, s'assurant que j'avais le nécessaire, une brosse à dents, une serviette, du savon et des ustensiles pour le petit déjeuner.

Le lendemain matin, pendant que je faisais du ménage, elle a préparé ma couchette, avec de nouveaux draps et des taies d'oreiller et a attendu pendant que je m'asseyais tranquillement dans un coin en essayant de comprendre ce qui se passait. » - Mariam Barghouti, journaliste palestinienne américaine, qui a décrit Mona Qa'adan en prison en 2014.